

France-Béthune: Auditing services
OJ S 195/2016 08/10/2016
Contract notice
Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Artois Comm

Postal address: 100 avenue de Londres, CS 40548

Town: Béthune Cedex

NUTS code: FR302 Pas-de-Calais

Postal code: 62411

Country: France

E-mail: marches.publics@artoiscomm.fr

Telephone: +33 321615000

Fax: +33 321615020

Internet address(es):

Main address: <http://artoiscomm.fr>

Address of the buyer profile: <http://artoiscomm.marcoweb.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://artoiscomm.marcoweb.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://artoiscomm.marcoweb.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

Additional information can be obtained from another address:

Official name: Artois Comm

Postal address: 100 avenue de Londres, CS 40548

Town: Béthune Cedex

NUTS code: FR302 Pas-de-Calais

Postal code: 62411

Country: France

Contact person: Service marchés publics

E-mail: marches.publics@artoiscomm.fr

Telephone: +33 321615000

Fax: +33 321615020

Internet address(es):

Main address: <http://www.artoiscomm.fr>

Address of the buyer profile: <http://artoiscomm.marcoweb.fr>

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les missions d'audits et d'études énergétiques sur les bâtiments de la communauté d'agglomération.

Reference number: 16083

II.1.2. Main CPV code

79212000 Auditing services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le Plan Climat Énergie Territorial de la communauté d'agglomération, concernant le patrimoine bâti a pour objectif d'augmenter la part d'énergies renouvelables pour atteindre l'objectif national de 2020 qui est de 23 % d'énergie finale produite à partir d'énergies renouvelables ainsi qu'une réduction de la dépendance du territoire aux énergies fossiles. C'est dans ce contexte qu'est proposée la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les audits et les études énergétiques dont l'objectif est de définir les travaux d'optimisation énergétique avec le recours aux énergies renouvelables, et aux solutions innovantes. L'étude financière à moyen et long terme des différentes solutions, notamment en terme de coût d'investissement et de maintenance, permettra au maître d'ouvrage de retenir les solutions technico-économiques les plus favorables.

La présente consultation fait l'objet l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 200 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one lot only

II.2. Description

II.2.1. Title

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les missions d'audits et d'études énergétiques sur les bâtiments de la communauté d'agglomération

Lot No: 0

II.2.2. Additional CPV code(s)

79121000 Copyright consultancy services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR302 Pas-de-Calais

II.2.4. Description of the procurement

L'objectif final de l'audit est, entre autre, de réaliser l'optimisation énergétique des bâtiments et équipements existants, d'en améliorer le fonctionnement et la gestion actuelle des installations.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique analysée au regard de la note méthodologique /

Weighting: 60

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 200 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

La durée de l'accord-cadre est fixée à un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an dans les mêmes conditions pour une durée maximale de 3 ans.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du décret 2016-360 du 25.3.2016 et article 51 de l'ordonnance 2015-899 du 25.7.2015: — copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire; — le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur: a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance no 2015-899 du 23.7.2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance no 2015-899 du 23.7.2015 b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles; — déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années;

Liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat;

Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 07/11/2016 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 5 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 08/11/2016 Local time: 14:30

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published:

Dernier trimestre 2020.

VI.3. Additional information

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique. Estimation 50 000 EUR hors taxe par an. Conformément à la législation française, l'ouverture des plis et les séances de la CAO ne sont pas publiques. Les plis peuvent être transmis par lettre recommandée avec avis de réception ou déposées contre récépissé. L'organisme acheteur préconise la transmission des plis par voie électronique. Le certificat de signature utilisé doit être de niveau ** (2 étoiles) du RGS défini par le décret 2010-212 du 2.2.2010.- Ou garantissant un niveau de sécurité équivalent au minimum au niveau ** (2 étoiles) du RGS précité. Lorsque le certificat de signature n'émane pas de la liste de confiance française (RGS) (c'est-à-dire qu'il peut être relié à un prestataire ou un produit de sécurité référencé pour la France) ou n'émane pas d'une liste de confiance d'un autre État-membre telle qu'établie, transmise et mise à la disposition du public par voie électronique par la Commission européenne (http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm); le candidat signataire s'assure que le certificat qu'il utilise est conforme au niveau de sécurité préconisé et transmet gratuitement, avec le document signé, le mode d'emploi qui contient au moins les informations suivantes: l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur. Outil de signature électronique: pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix (y compris un parapheur électronique). Néanmoins la signature doit être au format Xades, Cades ou Pades. Lorsque le candidat n'utilise pas l'outil de signature proposé par le profil d'acheteur du Pouvoir Adjudicateur, le candidat doit fournir gratuitement la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. Cette Procédure doit permettre au moins de vérifier: l'identité du signataire; le niveau et la catégorie du certificat de signature; le respect du format de signature; le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature et l'intégrité du fichier signé. Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent: articles 110 à 132 du décret no 2016-360 du 25/03 /16 relatif aux marchés publics. Prix unitaires. Caractéristiques et modalités de variation des prix: Révision annuelle. Une avance de 5 % sera accordée dans les conditions prévues au contrat. Modalité de règlement des comptes: acomptes à l'avancement de chaque étape. Le délai global de paiement: 30 jours à défaut paiement d'intérêts moratoires au taux légal en vigueur majoré de 8 points et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 EUR. Modalités de financements: Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité. Certaines opérations issues de l'accord cadre bénéficieront de financement de la Fde62. Période prévisionnelle de notification: décembre 2016.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Lille
Postal address: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039
Town: Lille Cedex
Postal code: 59014
Country: France
E-mail: greffe.ta-lille@juradm.fr
Telephone: +33 359542342
Fax: +33 359542445

Internet address: <http://www.ta-lille.juradm.fr>

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Lille

Postal address: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039

Town: Lille Cedex

Postal code: 59014

Country: France

E-mail: greffe.ta-lille@juradm.fr

Telephone: +33 359542342

Fax: +33 359542445

Internet address: <http://www.ta-lille.juradm.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

04/10/2016